

**COMPTE RENDU DE LA CONFÉRENCE À L'INTENTION DES PARLEMENTS DE L'UNION
EUROPÉENNE ET DE LA RÉGION MÉDITERRANÉENNE ORGANISÉE CONJOINTEMENT PAR
L'UIP, LE PARLEMENT DE MALTE ET L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DE LA MÉDITERRANÉE
LA VALETTE (MALTE), 16-17 NOVEMBRE 2017**

L'Union interparlementaire, le Parlement de Malte, et l'Assemblée parlementaire de la Méditerranée ont organisé conjointement, à la Valette (Malte), les 16 et 17 novembre 2017, une Conférence à l'intention des parlements de l'Union européenne et de la région méditerranéenne sur le thème : « *Promouvoir une meilleure coopération régionale pour des migrations sensées et humaines en Méditerranée* ».

Cette conférence se proposait de rassembler des parlementaires de la région pour réfléchir aux réponses concertées qu'appellent les défis et les opportunités liés aux migrations. La conférence tendait en outre à élaborer une perspective parlementaire concernant les négociations sur l'adoption d'un pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, négociations qui auront lieu à l'ONU entre février et juillet 2018.

Le **groupe français de l'UIP** a envoyé à cette conférence une délégation de ses membres constituée de Mmes **Jacky Deromedi** et **Gisèle Jourda**, sénatrices ainsi que de Mme **Alexandra Valetta Ardisson**, députée.

Deux parlementaires représentant les délégations de l'Assemblée nationale et du Sénat à l'**Assemblée parlementaire de la Méditerranée (APM)** ont également participé à cette conférence : Mme **Sophie Mörch**, députée et M. **Simon Sutour**, sénateur.

En outre, M. **Pascal Allizard**, sénateur, est intervenu lors de la Conférence en qualité de représentant spécial de l'**Assemblée parlementaire de l'OSCE** pour les affaires méditerranéennes.

La réunion a été ouverte par les allocutions de M. Angelo Farrugia, Président du Parlement de Malte, M. Jorge Lacao, Vice-président du parlement du Portugal, Vice-président de la délégation portugaise à l'Union interparlementaire, et de M. Pedro Roque, membre du parlement portugais, Président de l'Assemblée parlementaire de la Méditerranée.

La conférence a ensuite entendu l'allocution d'ouverture prononcée par Mme Michele Klein-Solomon, Conseillère principale pour les politiques à l'organisation internationale pour les migrations (OIM). Celle-ci a commencé

par rappeler les enjeux démographiques qui sous-tendent les migrations, avec, d'un côté les pays développés, préoccupés par le vieillissement de leur population et un besoin de main d'œuvre, et de l'autre, les pays en développement, confrontés à une croissance de plus en plus forte de leur population. Elle a appelé à une nouvelle approche qui substituerait aux migrations incontrôlées et toxiques d'aujourd'hui, des migrations apportant une contribution positive au développement, dans une vision plus « holistique » du phénomène migratoire.

Au cours d'une première séance tenue dans la matinée du jeudi 16 novembre, intitulée « *Assurer une migration de main d'œuvre équitable, intelligente et digne : défis et opportunités* », sont successivement intervenus M. Patrick Tarran, Président de Global Policy Associates, un cercle de réflexion constitué de 40 chercheurs spécialisés dans l'analyse des migrations, M. Pascal Allizard, Sénateur (France), représentant de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE pour les affaires méditerranéennes, et M. Lhou Lmarbouh, Sénateur (Maroc), vice-président de l'APM.

La seconde séance, tenue dans l'après-midi, portait sur le thème : « *Promouvoir un discours politique et sociétal raisonnable en matière de migrations* », au cours duquel sont intervenus Mme Golda El-Khoury, Chef de la section Inclusion et droits, Secteur des sciences sociales et humaines, UNESCO qui a prôné une approche positive de la migration, d'autant plus nécessaire que c'est un phénomène qui est appelé à se poursuivre à l'avenir ; Mme Shannon Pfohman, Directrice Politiques et plaidoyer, Caritas Europa, a considéré qu'une approche de la migration centrée sur la sécurité était condamnée à échouer, et que les maîtres mots qui devaient une politique centrée sur les droits humains étaient : accueillir, promouvoir, protéger, et intégrer ; et Mme Cate Taylor, Directrice non-exécutive de « Stop Funding Hate » a expliqué comment son association s'efforçait de dissuader les journaux de publier des articles xénophobes en intervenant directement auprès des groupes qui financent les organes de presse, de façon à rendre la xénophobie « non rentable » .

Au cours du débat qui a suivi, **Mme Sandrine Mörch**, députée, a expliqué qu'en qualité de journaliste, elle s'était efforcée pendant trente ans de lutter contre le racisme ; exercice difficile car, en privilégiant les aspects les plus misérables, suivant en cela le penchant de certains de ses lecteurs, la presse suscitait des réactions de rejet ; mais l'on voyait bien aussi, par l'expérience, qu'une approche trop lénifiante de la réalité suscitait aussi des réactions négatives ; elle a appelé les participants à faire part de projets concrets pour faciliter l'intégration des migrants ; elle a cité pour sa part l'expérience des « cuisines partagées », qui, à l'initiative de l'association « welcome », constitue des cercles de six familles qui accueillent chaque mois un réfugié : ce tissu

d'échanges permet de faire profondément évoluer en six mois le regard que les jeunes migrants et les français qui les reçoivent portent les uns sur les autres. Elle a insisté sur la nécessité porter un regard positif sur ces personnes qui arrivent sur notre territoire, et de mieux comprendre leur histoire.

Une troisième séance, en fin d'après-midi, intitulée « *Offrir l'asile aux réfugiés* », a porté sur la mise en œuvre de la convention de 1951 et du protocole de 1967 relatifs au statut de réfugiés. Elle a abordé le traitement des demandes d'asile et l'achèvement du Régime d'asile européen commun. L'exposé de Mme Anne-Brigitte Krum-Hansen, Chef du bureau du Haut-Commissariat aux Réfugiés (HCR) auprès de l'European Asylum Support Office (EASO), a été suivi de celui de Mme Aleksandra Maletic, membre du parlement serbe, vice-présidente de l'APM, ainsi que de celui de Mme Sophie Ioannou et de M. Ioakeim Vavras, de « SolidarityNow ».

Au cours du débat qui a suivi, **Mme Gisèle Jourda**, Sénatrice, a indiqué que, dans la cadre de la mission d'information que la commission des affaires européennes du Sénat a constituée pour examiner l'accord entre l'Union européenne et la Turquie, elle avait eu l'occasion de visiter un certain nombre de centre d'accueil, de « hot spots » pour les réfugiés. Elle a décrit la façon dont les migrants étaient pris en compte dans ce dispositif, et en particulier l'attention portée à la scolarisation des enfants, et à l'accompagnement des mineurs isolés. Mais elle a estimé qu'il faudrait du temps à ce dispositif, qui va dans le sens des recommandations des intervenants, pour produire ses effets. Elle a estimé que le pacte constituait une bonne avancée, tout en invitant à rester attentif aux situations concrètes. Elle a jugé que la sécurisation des frontières était une bonne chose mais ne pouvait pas suffire, car c'était véritablement poussé par la nécessité que les migrants se mettaient en route .

Le vendredi 17 novembre, une quatrième séance tenue dans la matinée, portant sur « *la protection de frontières et la lutte contre les passeurs de migrants* », a permis d'étudier les moyens de lutter contre le trafic de personnes et d'assurer la protection des migrants, et d'évoquer également le rôle spécifique des pays de transit. Elle a également porté sur les moyens de promouvoir une politique de retour efficace, et des accords de réadmission conformes aux normes applicables en matière de droits de l'homme. Cette séance a permis d'entendre les interventions de M. Miguel Angelo Nunes Nicolau, coordonnateur de Frontex, de M. Mark Micallef, journaliste d'investigation, chercheur et expert auprès de Global initiative against Transnational organized crime, et de Mme Gogé Maimouna Gazibo, Directrice générale de l'agence de lutte contre la traite des personnes (Nigéria).

Une cinquième séance, intitulée « *S'attaquer aux facteurs déclencheurs des migrations : l'importance de promouvoir le développement durable dans les pays d'origine* » a été introduite par les interventions de M. Nkodo Dang, membre du parlement camerounais, Président du parlement panafricain, de M. Frank Engel, parlementaire luxembourgeois, membre du parlement européen, et de M. El Habib Nadir, Secrétaire général du Ministère des marocains résidant à l'étranger et des affaires de la migration et Co-président du Global Forum on Migration and Development.

La conférence a été clôturée par les allocutions de M. Patrick Tarran, rapporteur, de M. Carmelo Abela, Ministre des Affaires étrangères et de la promotion du commerce de Malte ; de M. Jorge Lacao, Vice-président du parlement du Portugal et de la délégation portugaise à l'UIP, et de M. Pedro Roque, Parlementaire portugais, Président de l'Assemblée parlementaire de la Méditerranée.

A l'occasion de la Conférence, la délégation parlementaire française a pu s'entretenir pendant un dîner de travail avec S.E. Mme Béatrice le Fraper du Hellen, Ambassadrice de France à Malte, ainsi que Mmes Vanessa Salas Pouget, Première conseillère, et Delphine Vidal, Cheffe de chancellerie consulaire. L'entretien a porté sur la situation à Malte, sa place dans l'Union européenne et dans le monde méditerranéen, son ouverture aux investissements extérieurs et sa politique face aux flux migratoires.